



Contrôler l'argent en politique

Une brève introduction

RAPPORT | 2022

Contrôler l'argent en politique

Une brève introduction

Magnus Ohman

*Conseiller principal en financement politique et directeur du bureau régional de l'IFES
pour l'Europe*



**Center for Anti-Corruption
& Democratic Trust**



Contrôler l'argent en politique - une brève introduction

L'argent est un élément à la fois nécessaire et problématique de tout système de gouvernance démocratique. La transparence dans la manière dont les dirigeants politiques collectent et dépensent l'argent offre aux électeurs un meilleur choix et réduit les risques de corruption politique.

Depuis plus de dix ans, l'IFES soutient la transparence et la responsabilité concernant l'argent en politique. Complément naturel du travail de l'IFES pour aider les processus démocratiques et électoraux, l'aide au financement politique peut accroître la confiance du public dans le système politique et réduire la corruption politique. Le travail de l'IFES en matière de financement politique couvre tous les continents et a jusqu'à présent impliqué un travail dans plus de 50 pays, y compris une assistance aux parlements, aux organes d'administration des élections, aux partis politiques, à la société civile et aux médias.

Ce document est une brève introduction aux questions de l'argent en politique - comment les pays du monde entier ont cherché à relever différents défis, et le rôle des différents acteurs dans l'augmentation de la transparence et la lutte contre la corruption.

Contrôler l'argent en politique - une brève introduction

Copyright © 2022 Fondation internationale pour les systèmes électoraux. Tous droits réservés.

Déclaration d'autorisation : Aucune partie de cet ouvrage ne peut être reproduite sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris par photocopie, enregistrement ou par tout système de stockage et de récupération d'informations, sans l'autorisation écrite de l'IFES.

Les demandes d'autorisation doivent comprendre les informations suivantes :

Une description du matériel pour lequel une autorisation de copie est souhaitée.

Le but dans lequel le matériel copié sera utilisé et la manière dont il sera utilisé.

Votre nom, votre titre, le nom de votre société ou organisation, votre numéro de téléphone, votre numéro de télécopieur, votre adresse électronique et votre adresse postale.

Veuillez envoyer toute demande d'autorisation à :

Fondation internationale pour les systèmes électoraux

2011 Crystal Drive, 10e étage

Arlington, VA 22202

Courriel : media@ifes.org

Téléphone : 202.350.6700



A propos de IFES

IFES fait progresser la démocratie pour un avenir meilleur. Nous collaborons avec la société civile, les institutions publiques et le secteur privé pour construire des démocraties résilientes qui profitent à tous. En tant que leader mondial de la promotion et de la protection de la démocratie, notre assistance technique et notre recherche appliquée développent des organes électoraux de confiance capables de mener des élections crédibles, des institutions de gouvernance efficaces et responsables, des processus civiques et politiques auxquels toutes les personnes peuvent participer en toute sécurité et de manière égale, et des moyens innovants par lesquels la technologie et les données peuvent servir positivement les élections et la démocratie. Depuis 1987, l'IFES a travaillé dans plus de 145 pays, des démocraties en développement aux démocraties matures. L'IFES est une organisation mondiale, non partisane et sans but lucratif, basée à Arlington, en Virginie, aux États-Unis, et enregistrée en tant que 501(c)(3).

IFES By The Numbers



Reached 205M+
people with civic and
voter education




Trained 759,326
election officials
in fiscal years
2015-19



Worked in 145+
countries



Table des matières

	0
.....	0
Pourquoi l'argent en politique est important	1
Problèmes potentiels de l'argent en politique	2
Abus des ressources de l'État	3
Réglementer le financement politique	4
Application de la loi par les institutions publiques	7
Rôle de la société civile et des médias.....	8
Conclusions	9
Ressources.....	10

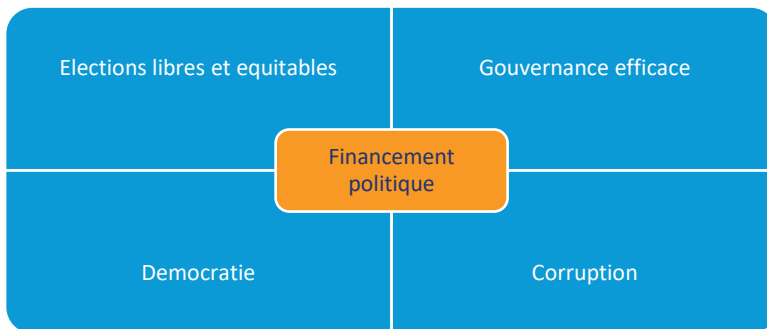


Pourquoi l'argent en politique est important

"L'argent est le lait maternel de la politique" Jesse Unruh (homme politique américain et trésorier de l'État de Californie, 1922-1987)

Pour s'attaquer aux racines de la corruption politique et faire reculer l'autocratie, les acteurs démocratiques doivent lutter contre le financement politique opaque et illicite - du trafic d'influence à la capture de l'État. Le financement illicite des campagnes électorales a été qualifié de "péché originel" de la corruption, car il crée et consolide des liens de corruption entre les secteurs public et privé. ¹

Bien que la nature de la politique varie considérablement selon les régions et les pays, l'argent joue partout un



rôle important dans le processus de décision politique. L'argent en politique, ou le financement politique, est lié à des aspects essentiels de toute société moderne. Des ressources sont nécessaires pour des campagnes électorales crédibles et engagées, mais l'argent a le potentiel de fausser la

concurrence entre les candidats. Une bonne gestion permet de gouverner efficacement le pays ; cependant, la corruption peut facilement nuire à la bonne gouvernance.

Une société démocratique exige un dialogue permanent entre les politiciens et les citoyens, un processus qui nécessite un financement. Malheureusement, l'argent peut rendre les politiciens plus sensibles à ceux qui ont apporté des contributions financières qu'aux électeurs. L'accès à des financements légaux et non corrompus réduit la tentation des politiciens, des partis politiques et des fonctionnaires d'adopter un comportement corrompu - mais l'existence même de l'argent en politique crée ce risque.

Si l'argent est un élément nécessaire mais problématique de la politique, nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons contrôler son impact afin de nourrir ses aspects positifs, tout en contrôlant et en contrecarrant les influences négatives. Il n'existe pas de modèle unique de contrôle qui convienne à tous les pays. Les objectifs et les problèmes que chaque nation souhaite aborder doivent être évalués en fonction du contexte. Cela ne signifie pas que chaque pays ne peut pas tirer des leçons des expériences des autres.

Ce document est une introduction aux principaux problèmes et solutions en matière de financement politique. Ce document aborde également l'expérience mondiale en matière de réglementation du financement politique dans différents pays et la manière dont les réglementations peuvent être appliquées. Les règles relatives à la divulgation (rapports financiers), aux interdictions et aux limites des contributions et des dépenses, ainsi qu'à l'octroi de financements publics sont mises en évidence. Les rôles de la société civile et des médias sont également abordés, ainsi que les leçons apprises au niveau mondial en matière de surveillance de l'argent en politique.

¹ Council of Foreign Relations, "[Making Anti-Corruption Reforms stick in the Northern Triangle](#)", 12 mars 2021.

Problèmes potentiels de l'argent en politique

Les intérêts des riches peuvent exercer une influence indue sur la politique

- Si le principe "une personne, une voix" est un principe établi des élections dans le monde entier, les différences de ressources peuvent faire que certaines voix se fassent entendre plus fort que d'autres. Ceux qui ont de l'argent peuvent influencer les politiciens et les décisions politiques d'une manière qui est problématique pour la démocratie. Si les politiciens accordent un traitement préférentiel aux entreprises qui les soutiennent, cela peut avoir une influence négative sur les marchés publics et les initiatives de développement, et nuire non seulement à la démocratie, mais aussi à l'efficacité de l'administration et de la gouvernance.

Abus des ressources de l'Etat

- Dans de nombreuses régions du monde, les partis politiques au pouvoir abusent de leur accès aux ressources de l'État pour s'assurer de rester au pouvoir. Cette question est abordée plus en détail ci-dessous.

Les financements illicites influencent la politique

- Parfois, les criminels souhaitent entrer au gouvernement pour obtenir l'immunité, et dans d'autres cas, les campagnes électorales blanchissent de l'argent. Les criminels peuvent également utiliser les dons pour exercer une influence sur les politiciens afin d'éviter les enquêtes sur leurs activités illégales.

Les financements étrangers peuvent menacer la souveraineté des politiques nationales

- Si l'argent provenant de l'étranger est utilisé dans les campagnes électorales, les politiciens peuvent écouter les intérêts extérieurs à leur pays plutôt que les électeurs. Si ce phénomène se généralise, la souveraineté des pays peut être menacée.

Les niveaux élevés de campagne désavantagent les nouvelles forces politiques

- Si les nouvelles forces politiques ne peuvent pas faire entendre leur voix parce que le coût des campagnes est très élevé, le système politique ne sera pas en mesure de s'adapter aux changements de l'opinion publique. Le coût élevé des campagnes est souvent un problème auquel sont confrontées les femmes qui souhaitent entrer en politique, car elles ont généralement moins accès aux réseaux de parties prenantes fortunées.

Achat de votes

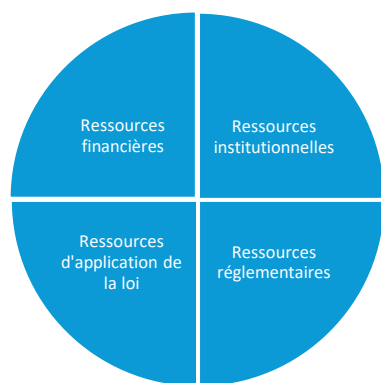
- Les efforts visant à remporter des élections par des dépenses, plutôt que par le soutien populaire, sont courants dans de nombreux pays. L'achat de votes peut prendre la forme de transactions directes, dans lesquelles les électeurs reçoivent de l'argent s'ils prouvent qu'ils ont voté d'une certaine manière (notamment en prenant une photo du bulletin de vote avec leur téléphone portable). Parfois, l'achat de votes est indirect et communautaire, notamment lorsque des chefs communautaires ou religieux sont incités à influencer les votes de leurs fidèles. Dans un cas comme dans l'autre, l'achat de votes peut devenir un sérieux obstacle aux élections démocratiques.

Abus des ressources de l'État

"En plus de nuire à la compétition électorale, mettre les ressources de l'État à la disposition du parti en place influence négativement la qualité du gouvernement..."

Speck, Bruno & Fontana, Alessandra (tiré de la publication *Milking the System*)

S'il peut y avoir de nombreux concurrents électoraux, certains se présentent en tant que titulaires d'une position de pouvoir. Il est souvent difficile de résister à la tentation d'utiliser les ressources disponibles par le biais de l'État. Les accusations selon lesquelles les ressources publiques sont utilisées pour soutenir des partis ou financer les campagnes électorales des titulaires de fonctions en place sont courantes dans le monde entier. Dans des cas extrêmes, la frontière entre l'État et le parti politique gouvernemental est floue et l'un ne peut être séparé de l'autre. Dans de tels cas, le transfert du pouvoir par les élections devient difficile et la démocratie en pâtit.



Les politiciens en place sont souvent inventifs pour trouver des moyens d'abuser des ressources de l'État. Les ressources de l'État ne sont pas seulement de l'argent ; elles peuvent aussi inclure des ressources institutionnelles telles que le personnel et les médias et outils de communication contrôlés par l'État. Les titulaires peuvent abuser de leur mandat de réglementation pour adopter des lois et des règlements qui contrôlent les comportements, qu'il s'agisse de modifier le code pénal ou l'ordre dans lequel les candidats apparaissent sur le bulletin de vote. Enfin, les titulaires peuvent abuser des ressources de mise en œuvre en utilisant les institutions de sécurité et d'application de la loi pour mettre en œuvre les réglementations de manière biaisée. Refuser à l'opposition le

droit d'organiser des rassemblements ou exposer les politiciens, les militants ou les partisans de l'opposition au harcèlement sont des moyens d'abus utilisés dans de nombreux pays.

Tout comme il existe de nombreuses formes d'abus, il existe différentes méthodes pour contrer ces activités. Ces méthodes peuvent être décrites sous les rubriques suivantes :

- Interdire aux entités publiques de favoriser ou de désapprouver un acteur politique.
- Interdire aux entités publiques certains types de comportement, comme le lancement de nouveaux projets d'infrastructure ou l'augmentation des pensions ou des subventions aux carburants peu avant les élections.
- Interdire aux acteurs politiques de recevoir des faveurs des entités publiques

L'abus des ressources de l'État est un aspect courant et souvent perturbateur de l'argent en politique. Il est difficile d'y remédier efficacement par le biais des seules réglementations formelles. Des activités de contrôle énergiques et engagées par les organes de surveillance du financement politique, ainsi que la vigilance de la société civile et des médias, sont nécessaires pour contrer l'abus des ressources de l'État. En fin de compte, le retrait du soutien populaire aux partis politiques qui s'engagent dans de telles activités est nécessaire si l'on veut éliminer complètement les abus.

Réglementer le financement politique

"Dans un État où la corruption abonde, les lois doivent être très nombreuses". Tacite
(historien romain, 55-120 ap. J.-C.)

Tous les pays ont au moins une législation concernant l'argent en politique. Les règles relatives à l'information financière visent la transparence, tandis que les interdictions et les limites cherchent à contrecarrer les comportements indésirables. Un financement public est souvent prévu pour réduire la dépendance des partis politiques vis-à-vis de l'argent privé. Parmi les autres types de règles figurent celles relatives à l'utilisation abusive des ressources de l'État et des médias, ainsi que celles qui limitent la période pendant laquelle les fonds de campagne peuvent être dépensés. Quelles que soient les règles choisies, elles doivent être adaptées à la situation et aux objectifs de chaque pays, et elles n'ont de valeur que si elles sont appliquées dans la pratique. Voir également les *Principes de Prague sur la réglementation du financement politique*.²

Information financière

La disponibilité d'informations sur les partis politiques et les candidats aux fonctions publiques est la clé de tout système efficace de contrôle du financement politique. Sans ces informations, il est souvent impossible de savoir si les autres formes de réglementation sont respectées. La transparence du financement politique a été établie par la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), qui stipule ce qui suit :

tous les pays devraient "envisager de prendre des mesures législatives et administratives appropriées, compatibles avec les objectifs de la présente Convention et conformes aux principes fondamentaux de leur droit interne, pour renforcer la transparence du financement des candidatures à des fonctions publiques électives et, le cas échéant, du financement des partis politiques".³

Le système d'information doit être adapté à la situation de chaque pays - par exemple, à la qualité du système bancaire et à la capacité des partis politiques/candidats à s'y conformer. Les règles relatives aux rapports financiers ne doivent pas être si compliquées que les parties prenantes ne soient pas en mesure de les respecter. Le fait d'avoir des règles qui exigent la production de rapports ne signifie pas nécessairement que les rapports soumis sont exacts, ou que les rapports sont soigneusement vérifiés.

Interdictions et limites des contributions et des dépenses

Bien qu'essentielle, la transparence n'est pas toujours suffisante pour garantir des élections équitables et éviter la corruption en politique. Lorsque l'écart d'accès aux fonds est important, ou lorsque les médias ne jouissent pas d'une liberté totale, il peut être difficile pour les informations sur le financement politique de parvenir à

² https://www.unodc.org/documents/corruption/PragueEGM2019/Report_EGM_Transparency_in_Political_Finance_Prague.pdf

³ Article 7(3) de la CNUCC.

l'électorat. Dans de telles situations, les réglementations peuvent devoir cibler le comportement des acteurs politiques, et pas seulement les informations disponibles sur ce comportement.

Une façon de contrer les comportements indésirables est de placer des interdictions. Ces interdictions peuvent être utilisées pour empêcher les acteurs politiques de recevoir des fonds provenant de sources considérées comme "indésirables". La base de données International IDEA sur les réglementations en matière de financement politique révèle que 70 pour cent des 182 pays pour lesquels des données étaient disponibles ont interdit les contributions de sources étrangères aux partis politiques.⁴ Certains pays interdisent également aux entreprises de contribuer aux campagnes (28 % des 177 pays pour lesquels des données sont disponibles ont interdit ces contributions en 2023). L'interdiction des contributions provenant de fonds publics est un moyen de contrecarrer l'abus des ressources de l'État. De nombreux pays interdisent les dons anonymes au motif que si ces dons sont autorisés, il devient quasiment impossible de vérifier si les interdictions relatives, par exemple, aux dons étrangers ou aux dons des entreprises sont respectées. Selon la base de données IDEA, 73 % des 177 pays pour lesquels des données sont disponibles appliquent une interdiction totale ou une limite spécifique aux dons anonymes, ce qui en fait l'un des types d'interdiction de contribution les plus courants. Les interdictions de dépenses peuvent cibler des vices évidents tels que l'achat de votes ou la corruption d'agents électoraux. Cependant, certains pays utilisent également les interdictions pour atteindre d'autres objectifs, tels que l'uniformisation des règles du jeu dans les campagnes électorales en interdisant des activités comme la publicité privée. L'interdiction de la publicité, associée à la fourniture d'un accès libre et égal aux médias imprimés et audiovisuels, est parfois considérée comme un moyen de limiter les avantages des candidats les plus riches. Les critiques affirment que ces règles peuvent entraver la liberté d'expression.

Dans certaines situations, les pays peuvent ne pas vouloir interdire complètement certaines activités, mais plutôt les réduire en fixant des limites. En limitant les montants que les donateurs peuvent verser, certains pays espèrent réduire le risque que des dons importants influencent les décisions des politiciens. Les plafonds de contribution peuvent également obliger les partis politiques et les candidats à cibler des groupes de personnes plus importants dans leurs efforts de collecte de fonds - un changement que certains espèrent pouvoir accroître la participation populaire à la politique. Des limites peuvent également être imposées aux dépenses des partis politiques et des candidats. Dans de nombreux pays, ces limites ont pour but d'égaliser les chances entre les candidats riches et pauvres, mais elles peuvent également viser à réduire les dépenses liées aux campagnes électorales en général, si l'on considère que ces dépenses sont excessives par rapport à l'économie nationale ou aux niveaux de pauvreté.

Les interdictions et les limites des contributions et des dépenses peuvent être un outil de contrôle de l'argent en politique. Cependant, l'introduction de telles réglementations n'a guère de sens s'il n'existe pas un système fonctionnel de rapports financiers, y compris un processus efficace de détection et de sanction des violations des interdictions et des limites. Il est peu probable que le simple fait d'imposer des limites ait un quelconque effet, à moins que les personnes concernées ne ressentent une menace crédible que les violations seront sanctionnées.

⁴ Données d'International IDEA, à la mi-2023. Voir "Ressources".

Financement public des partis politiques et des candidats électoraux

L'apport d'argent "propre" ou "réglementé" provenant du budget de l'État peut contribuer à réduire l'influence négative de l'argent en politique sans pour autant freiner un dialogue et une concurrence sains. L'octroi d'un financement public aux partis politiques et (plus rarement) aux candidats à des fonctions publiques a été utilisé dans certains pays d'Amérique latine dès les années 1920, et s'est répandu en Europe dans les années 1960. Il est aujourd'hui utilisé dans toutes les régions par deux tiers des nations du monde.

Les partisans du financement public affirment qu'il peut égaliser les règles du jeu politique et donner une voix aux forces politiques nouvelles et plus petites. Ils affirment également qu'il peut contribuer à réduire la tentation des politiciens de recevoir des dons illégaux ou d'abuser des ressources de l'État. Les détracteurs craignent que l'octroi de fonds publics ne réduise le lien entre les politiciens et leurs partisans, et que les partis politiques fassent davantage partie de l'État que de la société. Si le financement public n'est accessible qu'aux partis déjà représentés au Parlement, il peut rendre la concurrence plus difficile pour les nouveaux partis.⁵

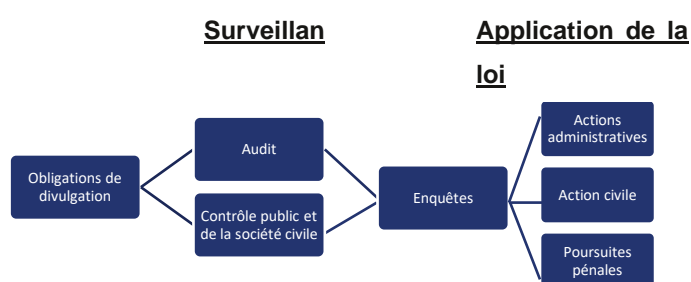
⁵ Il y a de nombreuses questions à prendre en compte dans la conception d'un système de financement public. Voir le chapitre sur le financement public dans le livre de l'IFES intitulé [Political Finance Regulation - the Global Experience](#).

Application de la loi par les institutions publiques

"Trop de règles. Trop peu d'application" Michael Pinto-Duschinsky (spécialiste de la finance politique)

Les réglementations formelles peuvent contribuer à contrecarrer les influences négatives de l'argent en politique, mais seulement si ces réglementations sont appliquées dans la pratique. La plupart des réglementations relatives au financement politique dans le monde sont largement ignorées, souvent en toute impunité.

Dans de nombreux pays, l'organe de gestion des élections est chargé de surveiller le financement politique ; toutefois, l'organe de surveillance peut également être une commission des partis politiques, une institution



d'audit, une agence de lutte contre la corruption ou un tribunal.

Quelle que soit la configuration, l'institution est tenue de surveiller des individus et des entités qui sont souvent des politiciens de haut rang, des partis politiques dirigeants et souvent le chef de l'État. L'institution peut subir des pressions pour ne pas examiner trop

attentivement les dossiers financiers. Pour une personne travaillant dans la surveillance du financement politique, prendre son travail au sérieux peut menacer sa carrière. Les structures de nomination des dirigeants de l'institution deviennent très importantes, tout comme le contrôle que l'institution exerce sur son propre budget.

Pour être efficace, l'agence de mise en œuvre doit avoir accès à des sanctions efficaces. Des sanctions appropriées doivent être disponibles, allant de sanctions administratives légères pour des infractions mineures - telles que la soumission tardive d'un état financier - à des sanctions strictes telles que le refus de participation aux élections pour les partis politiques ou les candidats. Les sanctions strictes doivent être réservées aux infractions graves répétées. Quelle que soit l'approche retenue, il est essentiel que la partie concernée puisse faire appel des décisions et que le processus respecte l'État de droit.

L'institution de contrôle doit disposer de l'indépendance, du mandat et des ressources nécessaires pour surveiller efficacement le financement politique, et elle doit s'engager activement avec toutes les parties prenantes concernées. Il est sans doute plus important encore que les institutions chargées de l'application de la loi aient la volonté politique de faire respecter les législations existantes, même lorsque les contrevenants sont des politiciens puissants. En l'absence de ces caractéristiques, toute réglementation formelle a de fortes chances d'être ignorée.

Des conseils détaillés à l'intention des institutions de contrôle du financement politique officiel du monde entier sont disponibles sur le site www.IFES.org/Oversight.

Rôle de la société civile et des médias

" Le secret pour faire avancer les choses, c'est d'agir ! "Dante Alighieri (poète italien, 1265-1321)

Si les réglementations formelles, bien appliquées par une institution étatique compétente, sont importantes pour contrôler l'argent en politique, l'expérience montre qu'elles ne sont jamais suffisantes en vase clos. D'autres parties prenantes doivent jouer un rôle actif dans la surveillance de la manière dont l'argent entre et sort du système politique. Les politiciens et les partis politiques ont la responsabilité cruciale d'agir de manière réactive, et les acteurs non étatiques tels que les groupes de la société civile et les médias doivent faire participer les électeurs à l'étude de l'impact du financement politique sur la vie quotidienne du citoyen moyen.

Société civile

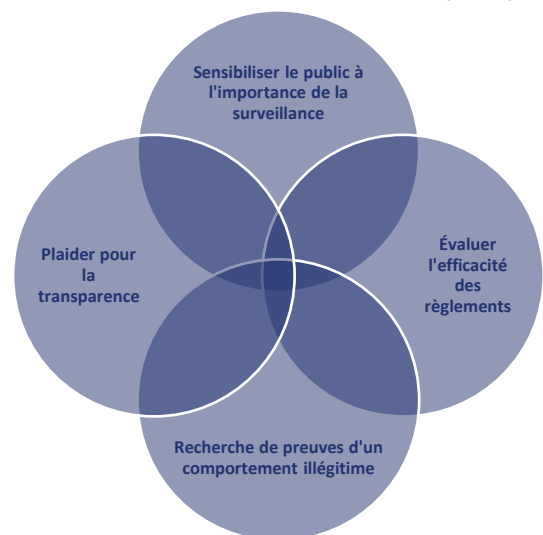
Les acteurs de la société civile ont un rôle clé à jouer, notamment en veillant à ce que les gens soient conscients des inconvénients à long terme de l'achat de voix et de l'abus des ressources de l'État. Ils peuvent surveiller le comportement des partis politiques et des candidats d'une manière que les institutions étatiques n'ont pas toujours la capacité ou l'indépendance politique de faire (notez que la surveillance du financement politique doit toujours commencer bien avant le jour du scrutin). Pour plus d'informations sur le suivi du financement des campagnes par la société civile, voir le *guide de l'IFES* intitulé [Vote for Free, a Global Guide to Citizen Monitoring of Campaign Finance](#).

Médias

Les médias, qu'ils soient en ligne, radiodiffusés ou imprimés, ont un rôle essentiel à jouer pour que les gens sachent où les politiciens obtiennent de l'argent et comment ils l'utilisent, et comment les autres acteurs utilisent l'argent dans le processus politique. En exposant les mauvais comportements et les violations des règles, les médias peuvent contribuer à punir ceux qui tentent de substituer l'argent à un manque de soutien populaire dans la compétition pour le pouvoir politique.

Un facteur se distingue en tant que force motrice des réformes réglementaires : le scandale. Bien que les scandales ne puissent pas expliquer l'émergence d'une réforme du financement politique dans tous les cas, ils peuvent constituer une force importante de changement. Si les gens sont suffisamment indignés par les violations des règles de financement des campagnes, ils peuvent exiger que quelque chose soit fait pour empêcher que de telles infractions ne se reproduisent à l'avenir. Pour un progrès à long terme, il est important que les médias ne se concentrent pas uniquement sur les scandales individuels, mais suivent également de manière critique les efforts déployés pour améliorer la situation - les politiciens peuvent promettre une réforme du financement politique avant une élection et oublier ces promesses après le jour du scrutin.

Rôles de la société civile dans le renforcement de la transparence du financement politique



Conclusions

"L'argent ne crée pas le succès, la liberté de le faire le fera."
Nelson Mandela (ancien président sud-africain)

Il y a quelques années, l'IFES et plusieurs autres organisations ont identifié les leçons apprises en travaillant sur les questions de contrôle et de transparence du financement politique au cours des dernières décennies. Bien que les expériences varient d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre (et même au fil du temps), cinq points clés ont été identifiés comme étant valables au niveau mondial :

1. L'argent est nécessaire à la politique démocratique, et les partis politiques doivent avoir accès à des fonds pour jouer leur rôle dans le processus politique - la réglementation ne doit pas freiner une saine concurrence.
2. L'argent n'est jamais une partie non problématique du système politique, et une réglementation est souhaitable.
3. Le contexte et la culture politique doivent être pris en compte lors de l'élaboration de stratégies visant à contrôler l'argent en politique.
4. Une réglementation et une divulgation efficaces peuvent contribuer à contrôler les effets négatifs du rôle de l'argent en politique, mais seulement si elles sont bien conçues et mises en œuvre.
5. Une surveillance efficace dépend des activités et de l'interaction de plusieurs parties prenantes (telles que les régulateurs, la société civile et les médias) basées sur la transparence.

Indépendamment de ce qui précède, il est important de réaliser que la mise en place d'un contrôle efficace du financement politique (une supervision complète n'est jamais possible) prendra probablement des décennies, et non des années. Quiconque s'efforce d'améliorer la transparence de l'argent en politique doit faire preuve de patience et s'attendre à un travail de longue haleine.

Toutefois, si l'on ne s'attaque pas à ce problème, on risque d'avoir un système politique qui ne sera pas contrôlé par le bulletin de vote, mais par l'argent. Un contrôle efficace de l'argent en politique ne peut être obtenu que par un effort concerté et durable de toutes les parties prenantes clés.

Ressources

Contenu en ligne de l'IFES sur le financement politique, disponible sur www.ifes.org/issues/political-finance.

Contenu en ligne de l'IFES sur l'abus des ressources de l'État, disponible sur www.ifes.org/abuse-state-resources.

Une boîte à outils complète pour les institutions publiques mandatées pour superviser le respect de la réglementation en matière de financement politique est disponible sur www.ifes.org/Oversight.

Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO) Analyse des réglementations en matière de financement politique dans la région du Conseil de l'Europe. Disponible sur www.coe.int/en/web/greco/evaluations/round-3

International Foundation for Electoral Systems (2022) *Vote for Free, A Global Guide to Citizen Monitoring of Campaign Finance*, disponible à l'adresse www.IFES.org/voteforfree.

Fondation internationale pour les systèmes électoraux (2018) *Cadre de recherche et d'évaluation de l'abus des ressources de l'État*, disponible sur www.ifes.org/publications/abuse-state-resources-research-and-assessment-framework.

Fondation internationale pour les systèmes électoraux (2017) *Unfair Advantage : L'abus des ressources de l'État dans les élections*, disponible sur www.ifes.org/publications/unfair-advantage-abuse-state-resources-elections.

Fondation internationale pour les systèmes électoraux (2013) *Manuel de surveillance du financement politique*. Disponible sur www.ifes.org/publications/tide-political-finance-oversight-handbook. Également disponible en indonésien et en russe.

Fondation internationale pour les systèmes électoraux (2009) *Regulating Political Finance, the Global Experience*. Disponible sur <https://www.ifes.org/publications/political-finance-regulation-global-experience>

Base de données International IDEA sur le financement politique. Disponible sur www.idea.int/themes/political-finance

Library of Congress (2011) *Campaign Finance : An Overview*. Disponible sur www.loc.gov/item/2018298980

Nassmacher, Karl-Heinz (2009) *The Funding of Party Competition : Le financement politique dans 25 démocraties*. Nomos.

Ohman, Magnus & Zainulbhai, Hani (eds) (2009) *Regulating Political Finance, the Global Experience*. Fondation internationale pour les systèmes électoraux, Washington. *Disponible en anglais, dari, français, pachto et russe* à l'adresse <http://www.ifes.org/translated-publications-key-political-finance-issues>.

U4 Anti-Corruption Resource Centre, *Political Finance*. Disponible sur www.u4.no/publications/political-finance-state-control-and-civil-society-monitoring

Transparency International, *Buying influence - money and elections in the Balkans*, disponible sur www.transparency.org/whatwedo/publication/buying_influence_money_and_elections_in_the_balkans.



HQ | 2011 Crystal Drive | Arlington, VA 22202 | USA

 www.IFES.org